

IV. Faits saillants

Introduction

Grâce à l'initiative des intervenants des milieux éducatifs et communautaires, de nombreux projets sont mis en oeuvre tant au niveau local que régional et national. Le dynamisme des organismes représentatifs des milieux visés par les langues officielles a permis de réaliser un nombre important de projets au cours de l'année en plus de faire progresser plusieurs dossiers d'importance, comme en témoignent les résultats atteints au chapitre de la gestion scolaire et des ententes Canada-communautés.

Le Ministère joue un rôle de facilitateur et de catalyseur auprès des groupes. Les retombées des projets sont nombreuses et mettent en valeur toutes les dimensions des langues officielles au Canada : apprentissage du français et de l'anglais langues secondes; enseignement du français langue maternelle en milieu minoritaire; renforcement des communautés minoritaires dans les domaines économique,

culturel, etc. Le ministère du Patrimoine canadien collabore également avec différents partenaires afin d'inciter les Canadiens et Canadiennes, francophones et anglophones, à mieux se connaître et à nouer des liens entre eux. Après tout, les langues et les cultures française et anglaise sont au coeur de notre identité.

Les projets décrits ont été regroupés sous trois grands axes : la collaboration avec les provinces, le partenariat avec les communautés en situation minoritaire, et la promotion et le dialogue. Qu'ils soient d'envergure régionale ou nationale, les projets réalisés au cours de l'exercice visé ont tous contribué à assurer la pleine reconnaissance des deux langues officielles et à faire en sorte que l'ensemble des citoyens et citoyennes, francophones et anglophones, participent pleinement à notre société.

A. Sur la scène régionale

Les communautés de langue officielle en situation minoritaire - les anglophones au Québec et les francophones ailleurs au Canada - sont l'incarnation vivante de la dualité linguistique du Canada, que ce soit dans les secteurs de l'éducation ou des services dans les

langues officielles, ou dans les activités visant la préservation de la langue et le développement de la collectivité. Voici quelques-unes des principales activités qui ont eu lieu durant l'exercice 1994-1995 dans chaque province et territoire.

TERRE-NEUVE ET LABRADOR

Collaboration fédérale-provinciale

- En septembre 1994, les parents francophones de Goose Bay (Labrador) se sont réjouis de l'ouverture chez eux d'une classe où l'enseignement se donne en français, ce qui porte à cinq les localités de la province où les francophones ont accès à l'enseignement dans leur langue.
- En décembre 1994, le ministère du Patrimoine canadien a signé avec le ministère de la Justice de la province une entente de coopération de cinq ans afin d'aider à donner une formation en langue française à des juges de la province.

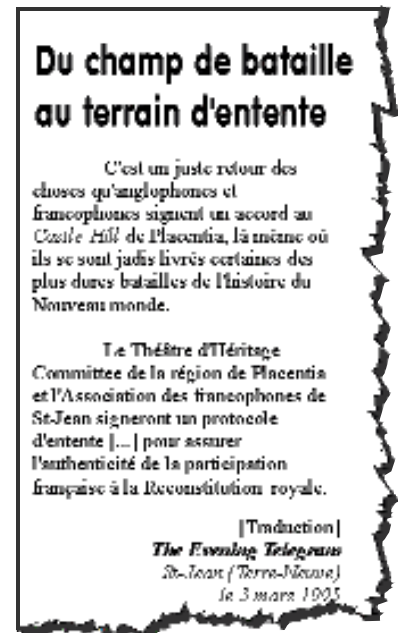
Développement communautaire

- Sur la côte ouest de Terre-Neuve, les francophones ont poursuivi leur initiative de développement économique de cinq ans avec un projet de formation et de perfectionnement dans les domaines de l'entrepreneuriat et du tourisme. Afin de donner suite à une idée avancée par la communauté francophone de la péninsule de Port-au-Port, le gouvernement provincial a accepté de développer une route thématique qui mettra en valeur le patrimoine français de la région. Le logo jalonnant le parcours sera le drapeau des francophones de Terre-Neuve.
- Environ 500 francophones vivent dans l'Ouest du Labrador. Depuis plusieurs années, la Radio communautaire du

Labrador, organisation dont le fonctionnement est assuré par des bénévoles, diffuse une programmation de langue française dans la région. Un projet a été approuvé afin d'aider les 30 bénévoles travaillant pour la station à organiser une série d'ateliers de formation.

Promotion

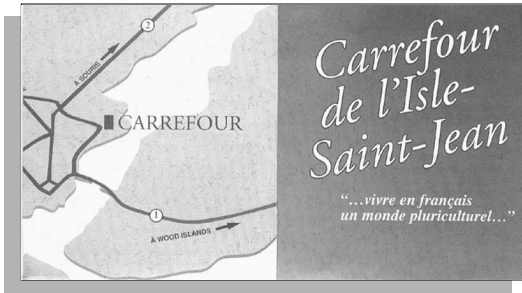
- Le *Placentia Area Théâtre d'Héritage Committee* a été l'artisan principal dans la mise sur pied d'un spectacle théâtral bilingue évoquant les efforts des Français pour établir une colonie à Terre-Neuve. Avec la collaboration de l'Association francophone de St-Jean, le groupe a présenté son spectacle au lieu historique national de Castle Hill, à Plaisance, capitale française de Terre-Neuve au XVIIe siècle. Le spectacle a été bien reçu par les quelque 1 900 personnes qui l'ont vu au cours de l'été.



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Collaboration fédérale-provinciale

- Le centre scolaire et communautaire le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean est bien ancré dans la communauté de Charlottetown-Rustico. La composante communautaire a offert une programmation culturelle et sociale très diversifiée en plus



d'un service de garde et d'une maternelle. La composante scolaire a remis ses premiers diplômes à six étudiants en juin 1994 et a accueilli tout près de 170 étudiants en septembre 1994.

- L'entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur la promotion des langues officielles a facilité la mise sur pied de plusieurs services bilingues destinés à la communauté acadienne et francophone de la province. Ainsi, le nombre d'employés du gouvernement provincial en mesure d'offrir des services dans les deux langues officielles est passé d'une dizaine en 1988 à une centaine en 1995.
- Le Centre provincial de formation pour adultes, situé à Wellington, a été inauguré à l'hiver de 1995. Grâce à la mise en place d'un réseau d'enseignement à distance à la fine pointe de la technologie, la population acadienne et francophone de cette région a accès, de façon équitable et économique, à une formation collégiale de langue française à temps plein. Le projet est considéré comme une réussite tant par la communauté que par les deux ordres de gouvernement.

Développement communautaire

- Pour la deuxième année consécutive, la Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-

Édouard a mis sur pied un projet de formation artistique visant à améliorer le produit artistique acadien et francophone de la province par l'entremise d'ateliers intensifs de formation dans les disciplines reliées aux arts de la scène.

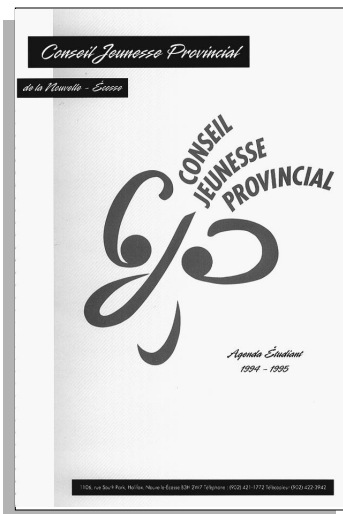
- Le comité régional La Belle Alliance a organisé un projet intitulé «Entre Cousins» dans le but de monter la pièce de théâtre *Port LaJoye*. Cette pièce porte sur la déportation des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. Présentée lors du Congrès mondial acadien, la pièce a connu un succès tellement remarquable que l'organisme continuera d'y travailler en vue de la présenter lors d'événements comme la foire internationale en Louisiane.

Promotion

- En novembre 1994, à la suite de la reconduction pour cinq ans de l'entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur la promotion des langues officielles, le Conseil consultatif des communautés acadiennes a organisé «Forum 94», colloque visant à améliorer la communication, la collaboration et le partenariat entre le gouvernement provincial et la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Au cours du forum, la première ministre Catherine Callbeck a remis à la Société Saint-Thomas d'Aquin une plaque reconnaissant la contribution de celle-ci à la communauté acadienne et francophone de la province.
- La Semaine provinciale de la francophonie revient maintenant chaque année à l'Île-du-Prince-Édouard. À cette occasion, on organise, avec la participation de toute la population de la province, des activités destinées à promouvoir la langue et la culture françaises.

NOUVELLE-ÉCOSSE

Collaboration fédérale-provinciale



- Collaboration entre le ministère de l'Éducation, le Conseil jeunesse provincial et le ministère du Patrimoine canadien à l'automne de 1994 en vue d'élaborer et d'offrir un cours de leadership pour les membres des conseils étudiants des écoles acadiennes.

- L'entente Canada-Nouvelle-Écosse (entente quinquennale) sur la promotion des langues officielles a été renouvelée en août 1994. L'entente vise à favoriser la mise en oeuvre de la politique provinciale sur les services gouvernementaux en français adoptée en 1987.
- Le secteur des Affaires acadiennes de la Nouvelle-Écosse, en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien et la communauté acadienne a organisé le «Colloque-Échange 95» en février 1995 dans le but d'entamer une réflexion sur l'orientation future de ce secteur.

Développement communautaire

- L'année 1994 marque la réalisation d'un sondage portant sur les besoins des aînés acadiens et francophones de la Nouvelle-Écosse et l'organisation d'un colloque provincial dans le cadre duquel le Regroupement des aînés a été formellement constitué.

- Le 3^e Gala provincial de la chanson - le plus gros événement musical de la province - a eu lieu en mai 1994. Ce concours est organisé par le Conseil culturel acadien de la Nouvelle-Écosse, avec la participation et la collaboration du centre de production de la Société Radio-Canada à Halifax, du Festival acadien d'Halifax-Dartmouth, du Carrefour du Grand-Havre et du ministère du Patrimoine canadien.
- En juin 1994, l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse a présenté son *Étude des besoins sur la violence familiale* dans cinq régions acadiennes de la province, afin d'identifier des pistes d'intervention et d'orienter ses revendications futures.

- La troupe de théâtre Les araignées du bouiboui a présenté, en juin 1994, la pièce *Évangéline* qui rappelle l'événement le plus marquant de l'histoire de l'Acadie. Cette production a été réalisée grâce à la collaboration du ministère du Patrimoine canadien, du ministère des Affaires acadiennes de la Nouvelle-Écosse, de la municipalité de Clare et du secteur privé.
- En mai 1994, une cérémonie de première pelletée de terre a marqué le début de la construction du centre multifonctionnel La Picasso. Ce projet constitue une initiative importante qui contribuera grandement au développement culturel et économique de la communauté acadienne de Petit-de-Grat, comté de Richmond, au Cap-Breton.

Promotion

- Le bureau provincial du ministère en Nouvelle-Écosse fait chaque année la promotion de la Semaine nationale de la francophonie par l'envoi de trousseaux d'information aux clients du Ministère ainsi qu'aux autres ministères fédéraux en région.

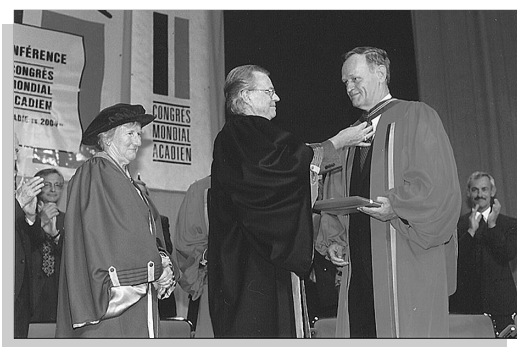
- *Canadian Parents for French* poursuit ses efforts de rapprochement et de sensibilisation auprès de la communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse. Cette année, des représentants du groupe ont participé à

l'assemblée annuelle de la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse afin de mieux comprendre les intérêts des parents acadiens dans le dossier de la gestion scolaire.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Congrès mondial acadien

- Les Retrouvailles et le Congrès mondial acadien ont eu lieu du 12 au 22 août 1994,



Le Premier ministre Jean Chrétien reçoit un doctorat honorifique de l'Université de Moncton devant l'écrivaine acadienne Antonine Maillet.

dans neuf municipalités hôtes du sud-est du Nouveau-Brunswick. Cet événement, le premier du genre dans l'histoire des Acadiens et Acadiennes depuis le Grand Dérangement de 1755, a eu des

impacts national et international importants. On estime à au-delà de 300 000 personnes la participation populaire sans compter les 2 000 congressistes et les 58 000 personnes inscrites aux rassemblements familiaux.

- Un nombre impressionnant de leaders politiques nationaux et internationaux ont participé à l'événement et ont livré des messages importants pour l'avancement de la langue et de la culture françaises au Canada. «C'est le triomphe du fait français en Amérique que nous célébrons ici» a déclaré le premier ministre du Canada, le très honorable Jean Chrétien, lors d'un discours prononcé dans le cadre du Congrès. À l'ouverture officielle du volet Conférence du Congrès mondial acadien, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a parlé longuement des Acadiens, de leur attachement à leur langue et de leur ouverture au monde.

Pour le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, l'Acadie est un modèle à suivre pour le mouvement francophone international.

Collaboration fédérale-provinciale

- Le 16 août 1994, le ministre du Patrimoine canadien était sur place pour annoncer la collaboration du ministère du Patrimoine canadien au projet de construction de l'édifice de génie électrique de l'Université de Moncton. Ce projet permettra à l'Université de se doter d'installations modernes comme des laboratoires spécialisés en micro-électronique et informatique, en énergie et en communications.
- Les Archives provinciales du Nouveau-Brunswick ont entrepris un projet visant à rendre le format des instruments de recherche et des guides thématiques disponibles en français. Ce projet devrait être complété en 1995-1996.
- La Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, conjointement avec l'Association des municipalités du Nouveau-Brunswick, la Fédération des dames d'Acadie, la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, la revue *Égalité* et le Commissariat aux langues officielles, a organisé une journée de réflexion sur l'égalité réelle des deux communautés linguistiques au Nouveau-Brunswick. Cette rencontre a permis de déterminer les priorités de la communauté acadienne afin de parvenir à l'égalité de fait des deux communautés.

- La revue économique *Temps d'affaires*, du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, a produit une série d'émissions de télévision qui visait à sensibiliser la population francophone du Nouveau-Brunswick au monde des affaires afin d'augmenter la participation des francophones à l'activité économique.

Développement communautaire

- La mise en ondes de Radio Restigouche, en septembre 1994, résulte d'une initiative communautaire amorcée en 1989 et a donné une radio française aux 17 000 citoyens et citoyennes francophones du Nord du Nouveau-Brunswick, de Robinsonville à Belledune. La réalisation du projet a été rendue possible grâce à la participation du ministère du Patrimoine canadien, du gouvernement provincial et de la communauté.
- La mise en ondes de Radio Beauséjour, en juillet 1994, a répondu au besoin de développement des communications pour les Acadiens et Acadiennes du Sud-est du Nouveau-Brunswick. Cette radio dessert une population de 75 000 francophones dans un rayon de 175 kilomètres. Tout comme dans le cas de Radio Restigouche, c'est la collaboration entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et la communauté qui a permis la réalisation du projet.
- Le troisième Festival Jeunesse de l'Atlantique ayant pour thème *Culture sans Censure!* a eu lieu à l'Université de Moncton du 12 au 15 août 1994. Ce Festival, organisé cette année par la Fédération des jeunes du Nouveau-Brunswick, permet aux jeunes artistes de viser l'excellence dans diverses sphères d'activités culturelles. Les évaluations ont démontré le succès et l'importance de cette activité pour la jeunesse francophone et acadienne de l'Atlantique. En plus du ministère du Patrimoine canadien, les

gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Québec, la communauté française de la Belgique, la Fédération de la jeunesse canadienne-française et la Fondation culturelle acadienne ont contribué au succès de cette activité.

Promotion

- Avec la collaboration du ministère du Patrimoine canadien, l'Association des enseignantes et enseignants francophones du Nouveau-Brunswick, la *New Brunswick Teachers' Association* et *Dialogue N.-B.* ont organisé une conférence sur le thème «Vivre ensemble dans un monde en évolution». Cette conférence a permis aux participants de mieux se connaître, d'apprécier davantage les divers groupes linguistiques et culturels qui composent la population de la province, et de faciliter la collaboration.
- L'association *Canadian Parents for French* du Nouveau-Brunswick, conjointement avec le ministère du Patrimoine canadien, a parrainé pendant l'été un camp de jour pour les écoliers de la première à la sixième années inscrits aux cours d'immersion en français, où toutes les activités se déroulaient dans cette langue. On visait ainsi à contrer le fait que, durant les mois d'été, les élèves perdent jusqu'à 30 pour cent de leurs capacités en français.
- Pour souligner la Journée internationale de la francophonie, un spectacle intitulé *La francophonie en mots et en chansons* a été organisé au Théâtre Capitol de Moncton par différents partenaires dont la Société nationale de l'Acadie et le Conseil provincial des sociétés culturelles. Le spectacle mettait en vedette des artistes musicaux d'ici et de la francophonie internationale. Des kiosques sur la francophonie et une exposition de livres ont aussi eu lieu.

Collaboration fédérale-provinciale

- L'entente Canada-Québec dans le secteur des services sociaux et des soins de santé destinés à la population anglophone du Québec en était à la première année de son deuxième terme de cinq ans. L'accent a de nouveau été mis sur le rôle des coordonnateurs provinciaux dans les diverses régions administratives de la province. Ces coordonnateurs jouent un rôle de liaison entre la communauté anglophone et les conseils régionaux, et tiennent ces derniers informés des besoins de la communauté en fait de services. Dans le secteur en rapide évolution des services provinciaux, la communauté perçoit le rôle du coordonnateur comme essentiel.
- Le gouvernement fédéral a collaboré avec le ministère de l'Éducation du Québec aux travaux de construction et de rénovation de l'école de Grosse-Île, aux Îles-de-la-Madeleine, pour permettre aux élèves anglophones d'étudier dans des installations modernes et répondant à leurs besoins.
- Le ministère de l'Éducation du Québec a offert un nouveau programme aux chefs de file de l'enseignement de l'anglais langue maternelle. *L'Innovation pédagogique et organisationnelle* reconnaît et encourage les activités novatrices par la recherche-action dans le but d'identifier des moyens privilégiés pour surmonter les difficultés systémiques que rencontre le milieu scolaire.
- Le soutien spécial à l'acquisition de matériel didactique et au perfectionnement professionnel des enseignants et enseignantes

d'anglais langue maternelle se poursuit. Ces projets font suite au rapport Chambers portant sur l'enseignement de l'anglais langue maternelle au Québec.

- Grâce à l'entente de collaboration intergouvernementale liant le ministère du Patrimoine canadien et le Conseil de la magistrature du Québec sur la promotion des langues officielles, qui en était à sa troisième année, les juges des cours provinciales ont pu recevoir une formation spéciale destinée à favoriser l'accessibilité des services juridiques en anglais.

Développement communautaire

- Dans les régions plus isolées du Québec, la *Coasters' Association*, qui regroupe les quinze communautés anglophones dispersées le long de la Basse Côte-Nord, a entrepris la publication, deux fois par année, d'un journal destiné à tenir ses membres et les habitants de ces villages informés des activités de l'association, ainsi que de questions qui intéressent la population de toute la région. Aux Îles-de-la-Madeleine, on a achevé la rénovation du *Heritage Building*, étape modeste mais essentielle vers l'auto-suffisance. Les *Geordie Productions*, compagnie anglophone de tournées théâtrales, qui, pour des collectivités dépourvues au plan des ressources culturelles, constitue la seule possibilité de voir du théâtre professionnel en anglais, a présenté plusieurs productions dans des villages isolés.

- Appuyées par la *Coasters' Association*, trois stations de radio communautaire servant des localités isolées de la Basse Côte-Nord ont



Station de radio communautaire de Harrington Harbour sur la Basse Côte-Nord.

exploré la possibilité de créer un réseau devant relier les communautés de cette région, lesquelles s'échelonnent le long de la côte nord du golfe Saint-Laurent.

- La *Quebec Farmers' Association* a tenu un colloque auquel ont participé dix-huit organisations - groupements locaux, régionaux, provinciaux, ainsi que ministères provinciaux - engagées dans la formation et l'éducation des agriculteurs du Québec. Le colloque avait été précédé d'une série de rencontres avec des agriculteurs afin de solliciter leurs vues et de connaître leurs besoins. Le but visé par l'initiative était d'évaluer les possibilités d'études et de formation s'offrant aux agriculteurs anglophones, et de présenter au colloque les observations recueillies.
- La *Quebec Drama Federation* a mis l'accent sur les activités de formation, tenant quatre ateliers de gestion destinés aux 34 compagnies anglophones de théâtre qu'elle regroupe, ateliers respectivement consacrés à la dynamique des groupes, à l'établissement de bases de données, aux relations avec l'auditoire et à l'intégration de la gestion et de la commercialisation. Entre les ateliers, la Fédération a donné des séminaires axés sur les différentes disciplines et techniques se rapportant au jeu des acteurs et à la mise en scène.
- Quarante-cinq compagnies théâtrales ont donné quelque 275 représentations au

Montreal Fringe Festival, qui présente principalement des spectacles de théâtre amateur produits par des groupes du Québec et de tout le Canada. Environ 25 000 spectateurs ont ainsi pu voir certains spectacles tout à fait captivants et novateurs.

- À Québec, la *Voice of English Quebec* a soutenu l'action d'un comité local ayant pour objectif de transformer le *Morrin College* en un centre communautaire destiné à la population anglophone de la ville. Cette année, la *Voice of English Quebec*, en partenariat avec le collège, a profité du festival annuel d'automne, le *Fall Fest*, pour faire la promotion du projet, a aidé au financement de diverses activités et a exploré d'autres façons de soutenir l'établissement, au sein du collège, d'un centre de recherche et d'interprétation.
- La *Quebec Community Newspapers Association* a lancé un ambitieux projet visant à diversifier ses sources de revenu. En vue d'élargir son marché potentiel, l'association a organisé des séances de formation pour ses membres, a poussé la sollicitation de publicité offerte par les membres et a mis sur pied une vaste tournée de promotion auprès des principaux ministères et organismes du gouvernement provincial. Grâce à l'augmentation des revenus qu'elle tire de ses services informatiques, l'association a pu offrir à ses membres le choix d'acheter, pour location, des modems télécopieurs ultrarapides permettant l'accès au réseau Internet, ainsi qu'à tous les babillards électroniques du réseau canadien de la presse communautaire. Parallèlement, l'association a accru le nombre de ses adhérents grâce à une modification de ses statuts, qui lui permet de ne plus se limiter aux hebdomadaires unilingues anglais de la province, pour s'ouvrir également aux journaux bilingues.

- Alliance Québec a réagi au dépôt de l'avant-projet de loi du gouvernement nouvellement élu de la province, proposant la souveraineté du Québec. Le groupe a publié, en anglais et en français, son propre document de discussion, lequel comporte 24 points, et en a fait une large distribution au sein de la communauté anglophone et à l'extérieur de celle-ci.
- Pour la deuxième année, *Outaouais Alliance* a organisé une réunion de planification et d'établissement de priorités à l'intention des associations régionales, à laquelle ont participé plus de 50 représentants de la commu-

nauté anglophone, et qui a permis de mettre au point des plans d'action concrets visant des projets de partenariat dans les secteurs de la formation, de la promotion des droits de la communauté, de l'emploi des jeunes, et de l'accès aux services en anglais.

Promotion

- Alliance Québec a commandité la production et la diffusion d'une série de capsules radiophoniques invitant à la communication et à une meilleure compréhension entre les communautés linguistiques du Québec.

ONTARIO

Collaboration fédérale-provinciale

- Le ministère du Patrimoine canadien, en collaboration avec le ministère des Affaires municipales de l'Ontario, a appuyé la création de conseils économiques régionaux francophones. Ce projet, piloté par l'Association des municipalités francophones de l'Ontario, a permis l'élaboration de plans de développement économique sectoriels dans chacune des régions de la province.
- Le Ministère, en collaboration avec le ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario, a financé les premiers Jeux franco-ontariens. Cet événement, piloté par la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, a permis à des jeunes des écoles secondaires de langue française de participer à des rencontres culturelles et sportives.
- Le Ministère, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de la Formation, a apporté un appui à *La Chaîne* de TVOntario

pour réaliser une étude de faisabilité pour étendre son canal éducatif de langue française aux autres provinces du Canada.

- Tous les francophones de l'Ontario pourront, dès septembre 1995, poursuivre leurs études collégiales en français. Le réseau collégial de langue française en Ontario sera établi grâce à la collaboration entre le ministère du Patrimoine canadien et la province. L'entente à cet effet prévoit :

- la construction du campus permanent de La Cité collégiale à Ottawa;





- l'établissement des centres d'accès du Collège des Grands Lacs, qui dessert la région centre et Sud-ouest de l'Ontario, situés à Hamilton, Penetanguishene, Toronto, Welland et Windsor. Ce collège «sans murs» se spécialise en enseignement à distance;



- l'établissement du campus principal du Collège Boréal à Sudbury et de six campus satellites répartis dans le Nord de l'Ontario (Elliot Lake, Hearst, Kapuskasing, New Liskeard, Sturgeon Falls et Timmins).

Depuis le 31 mars 1995

Ces trois collèges ont accueilli leurs premiers étudiants dans leurs nouveaux locaux en septembre 1995.

Développement communautaire

- En 1994-1995, certains projets d'immobilisations ont été entrepris : la construction d'un centre scolaire et communautaire à Kingston parrainée par le Centre social et culturel Frontenac et le Conseil scolaire catholique des comtés de Frontenac-Lennox et Addington. Le Centre devrait être opérationnel dès septembre 1996.
- Dans l'Est, trois troupes de théâtres d'Ottawa (Théâtre du Trillium, Théâtre de la Vieille 17 et Vox Théâtre) se concertent pour implanter un centre de théâtre francophone. Dans le Nord, les organismes culturels se proposent de rénover l'édifice Théâtre du Nouvel-Ontario afin de créer un centre d'expression artistique à Sudbury. L'ouverture du Collège Boréal, en septembre 1995, offre des possibilités d'élargir ce partenariat.

Le Ministère a participé à la réalisation d'études de faisabilité et de plan d'affaires pour ces deux centres.

- Au cours de cette période, le Festival franco-ontarien, reconnu comme un événement d'envergure, a pris un nouveau départ. Le ministère du Patrimoine canadien a participé à la 20^e édition du Festival, qui a été un succès.
- L'Association canadienne-française de l'Ontario (Huronie) a entrepris, à la demande de plusieurs familles, un projet de recensement des francophones de la région de Grey Bruce en vue de permettre la mise sur pied de classes de langue française.
- Les organismes francophones du centre/sud-ouest de l'Ontario ont tenu des séances de concertation aux niveaux local, régional et inter-régional afin de permettre aux communautés de se munir d'un plan d'action et de stratégies pour faire face aux restrictions budgétaires provinciales, fédérales et locales.

Promotion

- Monté avec l'aide du personnel régional, un kiosque présentant certaines des activités des Programmes d'appui aux langues officielles était au nombre des expositions organisées à l'occasion des Jeux nordiques, à Thunder Bay (Ontario), en mars 1995. On y trouvait des affiches annonçant les Bourses pour cours d'été de langues et le Programme des moniteurs de langues officielles, ainsi que des dessins et des citations tirés des textes soumis aux éditions passées du concours *À vos crayons!* Le kiosque a connu un vif succès, tant chez les athlètes que dans le grand public.

Collaboration fédérale-provinciale

- En mars 1995, le ministre du Patrimoine canadien et le ministre responsable des services en français du Manitoba renouvelaient, pour une période de cinq ans, l'entente-cadre entre le Canada et le Manitoba sur la promotion des langues officielles. L'entente vise à aider le Manitoba à respecter ses obligations en matière de langues officielles selon la *Loi du Manitoba*, et à mettre en oeuvre sa politique des services en français. Les deux gouvernements peuvent ainsi favoriser le développement et l'épanouissement de la communauté franco-manitobaine et appuyer des mesures favorisant la mise en oeuvre des services en français au sein de l'administration provinciale, des sociétés d'État et des organismes visés par la politique linguistique provinciale.
- Dans le cadre de l'entente Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles, le gouvernement du Manitoba a mis sur pied un service de ressources pour la prestation de services de santé en français à l'échelle de la province. Ainsi, 21 établissements de santé ont été désignés «établissements de santé officiellement bilingues» par le ministre de la Santé du Manitoba.
- Par le biais de l'entente fédérale-provinciale sur les langues officielles dans l'enseignement, les deux gouvernements ont apporté leur soutien au Collège universitaire de Saint-Boniface pour le maintien de programmes ou services dont :
 - un programme d'informatisation de l'enseignement à l'intention du personnel enseignant et des étudiants;
 - un programme de formation d'animateurs et d'animatrices en garderies (quelque 25 étudiants y étaient inscrits en 1994-1995);

- un programme annuel d'activités culturelles et de formation qui comportait deux productions théâtrales majeures; et
- un centre de perfectionnement linguistique offrant à la clientèle étudiante des programmes de perfectionnement en groupe ou sous forme de tutorats.
- Au chapitre des projets spéciaux dans le cadre de l'entente bilatérale sur les langues officielles dans l'enseignement, on retrouve notamment l'élaboration d'un spectacle avec animation par la troupe du Cercle Molière pour les élèves de la 6^e année inscrits au programme régulier de français langue seconde.
- Le Festival du Voyageur, en collaboration avec le Bureau de l'éducation française du ministère de l'Éducation, a tenu une rencontre d'information à laquelle ont participé quelque 80 professeurs responsables de la diffusion culturelle dans leurs écoles.

Développement communautaire

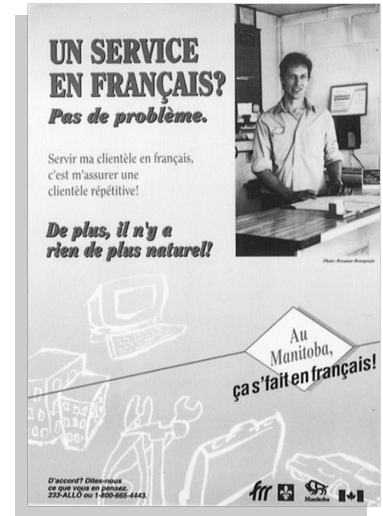
- Dix municipalités bilingues, sous l'égide de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba, ont uni leurs efforts pour entreprendre des initiatives directement reliées au développement économique des communautés francophones. De plus, l'Association a assuré la coordination du développement des services en français dans les municipalités désignées, comme la mise sur pied de bibliothèques bilingues.
- Une collaboration a été établie entre la Fédération provinciale des comités de parents, la nouvelle commission scolaire franco-manitobaine et le ministère de l'Éducation pour assurer l'intégration des ayants droit dans les écoles françaises. Un programme de francisation a fait l'objet d'un projet pilote dans trois prématernelles en

milieux rural et urbain. La Fédération a aussi entrepris la formation des parents à l'échelle de la province pour assurer une participation active de tous les parents dans la gestion des écoles.

- En décembre 1994, la communauté franco-manitobaine recevait les conclusions de l'étude *Un tournant qu'il ne faut surtout pas rater...* traitant des enjeux de l'entente Canada-communauté, notamment en termes de rationalisation des ressources mises à la disposition des organismes. Conformément aux recommandations de l'étude, la communauté entreprenait, en janvier 1995, un processus de revue du financement des organismes et une analyse des mandats et responsabilités des organismes afin d'éliminer la duplication et d'identifier de nouvelles collaborations entre organismes pour réduire les dépenses administratives.
- La communauté a élaboré et mis en oeuvre un plan triennal de communications au Manitoba. Le plan vise, entre autres, à développer des infrastructures de communications stables et efficaces, et à assurer la formation et le développement continu de ressources humaines dans ce domaine.

Promotion

- Dans le cadre de l'entente Canada-Manitoba sur la promotion des services en français, la Société franco-manitobaine a réalisé la deuxième étape de sa campagne intitulée *Au Manitoba, ça s'fait en français*. Une trousse éducative, cinq capsules vidéo et des affiches consacrées à la vie française au Manitoba ont été distribuées aux écoles francophones, ainsi qu'aux classes d'immersion de la province.



SASKATCHEWAN

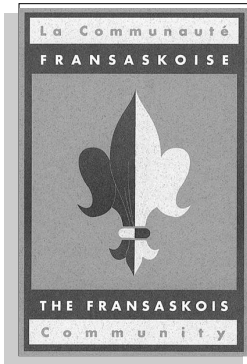
Collaboration fédérale-provinciale

- La coopération fédérale-provinciale a permis de réaliser deux projets importants et prioritaires pour la communauté fransaskoise, soit les centres scolaires et communautaires de Regina (phase I) et de Prince Albert. Les Fransaskois et Fransaskoises ont ainsi vu l'aboutissement de 10 ans de travail consacré à la planifica-

tion et à la revendication de ces projets, dont les retombées seront importantes pour le développement et l'épanouissement des deux communautés. Outre l'école et les associations et services communautaires, ces centres comprendront entre autres les programmes préscolaires, des centres de ressources à vocations scolaire et communautaire ainsi que des gymnases équipés de scènes.

- La Saskatchewan a poursuivi ses activités de traduction des lois. À la suite d'une consultation auprès de la communauté francosaskoise, la Saskatchewan a établi une liste de lois à traduire d'ici 1998.

Développement communautaire



- L'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan a lancé le Fonds fransaskois dans le cadre du Rendez-vous fransaskois tenu à Prince Albert. Cette initiative vise à aider les associations et organismes fransaskois à augmenter leur capacité d'autofinancement.
- La Semaine nationale de la francophonie a été marquée par plusieurs événements, dont le lancement de la Carte fransaskoise. Cette carte, commune à l'ensemble des associations et organismes fransaskois, permet d'obtenir des rabais auprès d'entrepreneurs, de commerces et de prestataires de divers services. En plus d'augmenter la visibilité de la communauté fransaskoise, cette initiative vise à rejoindre plus de francophones et à appuyer les entreprises fransaskoises.
- Dans le cadre de l'entente Canada-communauté fransaskoise, un Fonds de développement, géré par la communauté fransaskoise, a été instauré dans le but d'appuyer des projets prioritaires. Ce fonds a permis la réalisation de divers projets, notamment la promotion des Éditions Louis Riel, la mise en oeuvre d'un plan d'action pour l'établissement de programmes de santé dispensés en français, le renouvellement de la collection vidéo du service Rés-O et l'acquisition d'équipement et de matériel informatique à La Coopérative des publications fransaskoises.
- Après avoir cessé, pendant neuf semaines, de publier l'hebdomadaire *L'eau vive*, les membres et le personnel de La Coopérative des publications fransaskoises ont relancé,

dans un nouveau format et avec succès, le seul journal francophone en Saskatchewan. Cette relance du journal s'insérait dans un plan de redressement et de restructuration de la coopérative et de ses activités.

- Les francophones de Ponteix ont ouvert officiellement le Centre culturel Royer le 24 juin 1994. Ce centre permet de regrouper sous un même toit une vaste gamme d'activités et de services destinés aux francophones de la région.
- L'Association des artistes de la Saskatchewan et la Commission culturelle fransaskoise ont offert une série d'ateliers de formation destinés à la relève musicale. Ces ateliers ont pour objectif de dépister et d'appuyer des candidats pour le Gala provincial de la chanson.
- Les communautés fransaskoises du Sud de la Saskatchewan, notamment à Ponteix, Gravelbourg et Willow Bunch, ont joint leurs efforts pour développer un circuit touristique fransaskois mettant en valeur le fait français dans cette région.
- L'Association des juristes d'expression française de la Saskatchewan, en collaboration avec le ministère de la Justice de la Saskatchewan et le *Public Legal Association of Saskatchewan*, a publié une série de dépliants d'information sur certaines lois provinciales. Ce projet est un suivi à la traduction des lois en Saskatchewan.

Promotion

- L'association *Canadian Parents for French* de la Saskatchewan a consacré beaucoup de temps à promouvoir les classes d'immersion en français auprès des conseils scolaires et des parents. Grâce à ses efforts, le conseil des écoles publiques de Saskatoon s'est joint à *Canadian Parents for French* pour mettre au point un plan de promotion de l'immersion en français au niveau de la maternelle.

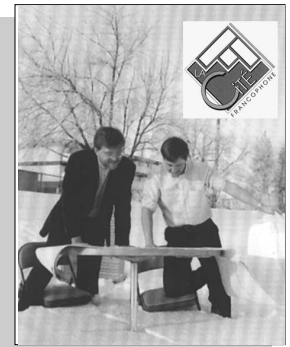
Collaboration fédérale-provinciale

- Une première rencontre, à laquelle participaient des représentants de l'Association canadienne-française de l'Alberta, régionale de Rivière-la-Paix, et du Conseil de santé de la région de Peace-River, a eu lieu avec les représentants du ministère de la Santé de l'Alberta en vue de conclure une entente relative à la prestation de services de santé en français dans la région de Rivière-la-Paix.
- Comme suite à l'Entente spéciale Canada-Alberta relative au développement de l'éducation de la minorité francophone et de l'enseignement du français langue seconde en Alberta, deux sous-ententes ont été conclues en mars 1994 sur les mesures approuvées en matière de gestion scolaire.
- En vertu de la Sous-entente relative à la gestion scolaire, aux programmes d'études en français et aux bourses, 76 étudiants ont profité de bourses spéciales pour parfaire leurs études en français dans des programmes de formation des maîtres à la Faculté Saint-Jean ou à l'extérieur de la province.
- Une douzaine de projets visant l'accroissement de la prestation de programmes d'études ou de ressources en français ont été réalisés.
- Grâce au financement accordé à l'Alberta en vertu de la sous-entente en immobilisation, des travaux majeurs de rénovation et d'agrandissement de la Faculté Saint-Jean ont débuté. Ces travaux visent à moderniser l'immeuble et à rendre plus fonctionnels certains locaux, dont la bibliothèque.
- Les étapes préparatoires à la construction du Centre scolaire et communautaire de Calgary, un projet appuyé conjointement par les gouvernements du Canada et de l'Alberta

dans le cadre de la *Sous-entente relative aux projets d'immobilisation*, ont été complétées. Le Centre, dont la construction est en cours, sera terminé pour la rentrée scolaire de 1997-1998.

Développement communautaire

- Les francophones de la région d'Edmonton ont obtenu l'engagement des ministères de la Diversification de l'économie de l'Ouest et du Patrimoine canadien à l'égard du projet de construction du Centre communautaire La Cité francophone.



Travail pour la construction de la Cité francophone d'Edmonton dans deux pieds de neige!

- En septembre 1994, le Ministère signait avec l'Association canadienne-française de l'Alberta, au nom de la collectivité francophone de l'Alberta, une entente visant à poursuivre le développement et l'épanouissement de la communauté franco-albertaine.
- Le projet de radio communautaire de Rivière-la-Paix va de l'avant, et l'Association canadienne-française de l'Alberta a reçu à cette fin un appui du *Wild Rose Foundation* de l'Alberta. Le scénario technique retenu assure l'autonomie de la station communautaire. La radio aura sa propre fréquence et des heures de diffusion adaptées aux besoins de la communauté.
- L'Association canadienne-française de l'Alberta de Fort McMurray ainsi que la Fédération des parents francophones de l'Alberta ont organisé des ateliers de travail pour accroître leur efficacité dans le contexte de l'entente Canada-communauté.

- L'Association des juristes d'expression française de l'Alberta, en collaboration avec la Société du barreau de l'Alberta, a lancé cinq nouvelles brochures destinées au public francophone de l'Alberta. Les brochures traitent notamment de questions de litige civil et de droit successoral. Ces brochures ont été distribuées dans les cabinets d'avocats et les bureaux d'associations francophones.
- Un projet spécial a permis aux élus des organismes sans but lucratif de recevoir une formation dans le domaine de la gestion de comités. Cette formation avait pour but d'aider les bénévoles à mieux connaître leur rôle pour ainsi accroître leur efficacité à promouvoir le développement de leur région.
- Le dossier du développement économique des Franco-Albertains évolue de plus en plus. Les gens d'affaires d'Edmonton, de Calgary et des régions rurales conjuguent leurs efforts en vue d'ouvrir un bureau de renseignements et de ressources humaines qui desservirait les gens d'affaires et les futurs entrepreneurs francophones.
- L'Association canadienne-française de l'Alberta de Bonnyville a ouvert un bureau à Grand-Centre afin de desservir les francophones de la base militaire de Cold Lake. Il s'agit d'un projet pilote d'un an. Connu sous le nom de «Franco-départ», ce centre offre surtout de nombreuses activités culturelles.

Promotion

- De nombreuses activités ont été organisées par la Société francophonie de Calgary afin de donner une certaine visibilité à la Semaine nationale de la francophonie. L'événement majeur a été la proclamation officielle de la Semaine par le maire Al Duerr, qui a procédé à la levée du drapeau franco-albertain devant l'hôtel de ville de Calgary, le 15 mars 1995.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Collaboration fédérale-provinciale

- L'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique a réussi, après trois années d'efforts, à mettre en marche un projet de francisation précoce, destiné principalement aux classes de prématernelle. L'objectif est de mettre sur pied un projet pilote dans deux régions en utilisant un modèle développé au Manitoba.
- Le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique a rendu public un rapport bilingue sur l'éducation et la culture. Le rapport s'est révélé très utile à l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique lors du colloque sur la culture qui a eu lieu en février 1995, où enseignants et parents ont pu échanger sur les problèmes d'ordre culturel. Il permettra à l'Association de faciliter la gestion scolaire et l'élaboration du programme d'enseignement.
- Éducentre, le service d'éducation et de formation des adultes en français, a continué d'offrir ses services dans des domaines prioritaires tels l'alphabétisation, le perfectionnement professionnel, la formation communautaire et la formation à distance.
- Le projet d'éducation à distance, Télécolombie, s'est poursuivi pour une deuxième année. Ce projet vise à relier les vingt-cinq écoles qui offrent le Programme cadre de français au niveau secondaire à un réseau électronique de formation à distance et de cours médiatiques.

Développement communautaire

- Lors de son assemblée générale annuelle, en octobre 1994, la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique lançait le programme des activités visant à célébrer son 50^e anniversaire et plus de 200 ans de présence francophone sur la Côte ouest. Une magnifique affiche intitulée «200 ans d'histoire... 50 ans de Fédération» (dans les deux langues officielles) a été réalisée et largement distribuée dans la province et au Canada. Toutes les activités entreprises pendant l'année avaient pour



but de mettre en valeur la force francophone en Colombie-Britannique et de faire connaître la contribution des francophones à l'histoire politique, économique et culturelle de la province.

- La troisième édition des Jeux francophones de la Colombie-Britannique s'est tenue à Kamloops en mai 1994 et a réuni plus de 450 jeunes athlètes francophones et francophiles du réseau des écoles et de la communauté. En plus des événements sportifs, 10 forums ont été offerts sur des sujets tels que le décrochage scolaire, le SIDA, le racisme et la violence dans les médias. Le Conseil jeunesse de la Colombie-Britannique, responsable de l'organisation de l'événement, a atteint son objectif qui était de briser le sentiment d'isolement physique et linguistique chez les jeunes francophones de la province.
- Les Scouts et les Guides francophones de la Colombie-Britannique ont travaillé à préparer la célébration du 40^e anniversaire du mouvement, qui avait lieu en novembre 1995. Une exposition historique a été présentée à la Place des Arts de Maillardville

pendant trois semaines. Trois jeunes et leur commissaire scout des Pionniers de Maillardville représentaient l'Ouest canadien au Jamboree mondial qui s'est déroulé aux Pays-Bas, en juillet 1995.

- La Société Maillardville-Uni a présenté la 6^e édition du Festival du Bois en mars 1995. Ce festival est un événement culturel et communautaire important pour la communauté francophone de Maillardville et pour la province car il célèbre les valeurs et traditions laissées en héritage par les premiers pionniers francophones venus travailler dans l'industrie du bois au début du siècle. Cette année, le festival a attiré plus de 7 000 personnes de tous les coins de la province et des États-Unis. Le Festival du Bois devient de plus en plus populaire et constitue un apport économique et touristique important pour la municipalité de Maillardville-Coquitlam.
- Dans le cadre du Festival d'été, le Centre culturel francophone de Vancouver a offert des activités culturelles réparties sur trois jours. Quelque 2 000 personnes ont profité de cette journée où le français était à l'honneur.

Promotion

- Le bureau régional du Ministère en Colombie-Britannique continue de soutenir les efforts de la section provinciale de *Canadien Parents for French*, qui a contribué de façon considérable à accroître, au cours des 25 dernières années, le nombre des élèves fréquentant les classes d'immersion en français, lequel est passé de 35 à 30 000.
- La Fête colombienne des enfants, populaire festival organisé pour les enfants francophones de la Colombie-Britannique, a orienté ses efforts, cette année, vers trois municipalités : Coquitlam, Nanaimo et Kelowna, permettant ainsi à tous les élèves des classes françaises de la province de participer à cette manifestation culturelle. Un programme spécial a aussi été mis au point pour les élèves qui étudient le français comme langue

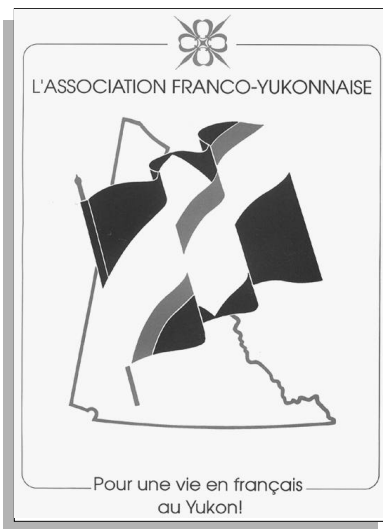
seconde. Dans chaque municipalité, on leur a réservé une journée particulière afin de mieux répondre à leurs besoins.

Cette formule s'est révélée très populaire et, cette année encore, la Fête a connu un éclatant succès.

YUKON

Collaboration fédérale-territoriale

- Le ministère du Patrimoine canadien et le gouvernement du Yukon ont renouvelé, en avril 1993, une entente de cinq ans pour l'organisation, l'amélioration et la mise en place de services en français, conformément aux dispositions de la *Languages Act* du Yukon. Le modèle retenu pour la mise en place des services a été élaboré en concertation avec la communauté francophone. Il vise à concentrer tous les services en français dans un même lieu, et à couvrir des secteurs prioritaires comme l'éducation, la justice, la santé, les communications et les services sociaux.



- Le Bureau des services en français, qui a la responsabilité de coordonner la mise en oeuvre de la *Languages Act* du Yukon, s'est occupé d'organiser des rencontres tripartites réunissant des représentants des administrations territoriale et fédérale, ainsi que de la communauté, et a élaboré, en concertation avec l'Association franco-yukonnaise, le texte d'un accord de contribution de trois ans.
- Le Ministère a collaboré à la construction d'un nouvel immeuble pour abriter l'École Émilie-Tremblay, ainsi qu'une garderie attenante.

Parmi les projets à signaler :

- la production de l'édition française du Guide touristique du Yukon;
- la production par des élèves de l'École Émilie-Tremblay d'une bande vidéo évoquant le souvenir de pionniers remarquables comme Émilie Tremblay, première femme non autochtone vivant dans la région à l'époque de la ruée vers l'or;
- la production d'un « passeport » incitant les francophones à se faire servir en français chez les commerçants locaux et dans les agences gouvernementales;
- l'achat d'ouvrages en français destinés aux bibliothèques territoriales et municipales.

Développement communautaire

- Les inscriptions à la Garderie du petit cheval blanc ont doublé en deux ans, ce qui démontre que les parents sont sensibilisés à l'importance de maximiser les contacts et les échanges en langue française. La garderie offre également des activités parascolaires.
- La Société Les EssentiElles, créée en mars 1995, est un organisme regroupant près de 30 femmes franco-yukonnoises. Un service permanent d'accueil est assuré au bureau de l'Association franco-yukonnaise, et un espace y est réservé à la documentation et aux diverses ressources disponibles. On y offre des services de référence pour les femmes francophones, des soupers-causeries et des ateliers éducatifs.

- Le ministère du Patrimoine canadien a collaboré à la construction d'un centre économique, culturel et communautaire à Whitehorse avec d'autres partenaires qui participaient au projet.
- La Semaine nationale de la francophonie a été célébrée en mars et a été marquée par divers spectacles, ainsi que par des activités spéciales dans les classes d'immersion en français.

Promotion

- La Francofête, une semaine entière d'activités destinées aux francophones et à l'ensemble de la collectivité, s'est tenue en octobre et a donné lieu, notamment, à des petits déjeuners et à des banquets communautaires, ainsi qu'à des présentations de films.
- Afin de renforcer ses liens avec d'autres groupes de la population, notamment avec les citoyens autochtones, la communauté francophone a pris part aux activités de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, ainsi qu'à des spectacles réunissant des artistes autochtones et francophones, et à des manifestations sportives conjointes, sous le thème «Ensemble en harmonie».

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Collaboration fédérale-territoriale

- Le 14 mars 1995, les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest ont ratifié le renouvellement de l'Accord de coopération visant à appuyer et à renforcer le français et les langues autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest. Cette collaboration permet au gouvernement des Territoires de continuer à fournir des programmes et des services en français aux communautés francophones ainsi qu'à préserver, promouvoir et renforcer les langues autochtones.
- L'Accord de coopération Canada-Territoires du Nord-Ouest, d'une durée de trois ans, appuiera divers services et programmes : par exemple, la prestation de services du gouvernement territorial dans toutes les langues officielles; des projets de développement culturel et communautaire pour les francophones; des projets de radiodiffusion en français et en langues autochtones; des services de traduction et d'interprétation pour les tribunaux et l'assemblée législative ainsi que la production de matériel et la prestation de services en français et en langues autochtones visant la sensibilisation et l'éducation en matière de santé.
- Du côté de l'éducation, les programmes d'enseignement en français à Iqaluit (de la maternelle à la 7^e année) et à Yellowknife (de la maternelle à la 9^e année) ont été consolidés et le programme d'immersion en français de la Commission scolaire catholique de Yellowknife a été développé pour les élèves de 10^e et de 11^e années.
- En 1994-1995, le Conseil scolaire francophone de Yellowknife a entrepris sa deuxième année de fonctionnement avec cinq conseillers. Le nombre d'inscriptions aux écoles Allain-St-Cyr de Yellowknife (50 élèves) et Nagasuk d'Iqaluit (20 élèves) ne cesse de s'accroître.



Étudiants de l'École Allain-St-Cyr au camp de neige.

Développement communautaire

- Le 21 mars 1995, le Prix littéraire franco-ténois a été lancé par la Fondation franco-ténoise. Ce concours vise à encourager toutes les formes de littérature portant sur le Nord canadien (ex. poésie, essai, conte, récit). Parmi les dix prix remis figurent des séjours dans un camp d'été littéraire pour les jeunes, un séjour au Camp littéraire Félix-Leclerc, une visite au Salon du livre de Montréal, des livres, etc.
- Dans le but d'améliorer les communications avec ses membres, la Fédération franco-ténoise s'est dotée d'un bulletin de liaison interne.

Promotion

- La Semaine de la francophonie a été célébrée par tous les francophones des Territoires du Nord-Ouest. À Iqualuit, par exemple, on a présenté un festival de films francophones, et à Yellowknife, tous les élèves de l'École Allain-St-Cyr sont allés à la cabane à sucre et ont eu droit à une excursion en traîneau à chiens.

B. Sur la scène nationale

1. Collaboration fédérale-provinciale

- À l'instigation du gouvernement du Nouveau-Brunswick, une première rencontre fédérale-provinciale/territoriale des ministres responsables des langues officielles et des services à la minorité de langue officielle a eu lieu les 15 et 16 août 1994, à Moncton, dans le cadre du Congrès mondial acadien. Cette rencontre a permis de jeter les bases d'un forum permanent qui contribuera à un partage d'information et d'expertise en matière de services dans la langue de la minorité. Les travaux de ce forum pourront également guider le ministère du Patrimoine canadien dans la conclusion d'ententes avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en cette matière. En favorisant la création de ce forum et en participant à la collaboration multilatérale, le gouvernement fédéral cherche à multiplier les retombées positives de ses efforts de promotion auprès des provinces.
- Les négociations avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) en vue de la conclusion d'un nouveau protocole multilatéral sur les langues officielles dans l'enseignement se sont poursuivies en 1994-1995. Ce protocole, échu depuis 1993, établit les conditions régissant l'appui du gouvernement fédéral aux provinces et territoires pour le maintien et le développement des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité et d'enseignement de la langue seconde. L'absence de protocole multilatéral n'a toutefois pas empêché la prestation du programme. Depuis 1993, le Ministère a conclu des ententes bilatérales annuelles qui lui permettent de poursuivre son appui aux gouvernements provinciaux et territoriaux.